

c) Les services accomplis par l'agent qui justifie d'un contrat de travail de droit privé sont pris en compte lorsque les règles fixées par les dispositions statutaires régissant le corps d'accueil le prévoient. Les périodes d'activité doivent avoir été accomplies dans des conditions comparables à celles exigées des agents de nationalité française et sont prises en compte selon les mêmes règles.

3° Lorsque, dans l'administration, l'organisme ou l'établissement de l'Etat membre d'origine, le personnel est normalement régi par les stipulations d'un contrat de travail de droit privé :

a) L'agent qui justifie d'un contrat de travail de droit privé à durée indéterminée ou à durée déterminée renouvelable sans limite est classé selon les règles fixées par les dispositions statutaires régissant le corps d'accueil, applicables aux fonctionnaires ;

b) L'agent qui justifie d'un contrat de travail de droit privé à durée déterminée renouvelable dans une limite maximale est classé selon les règles fixées par les dispositions statutaires régissant le corps d'accueil, applicables aux agents non titulaires de droit public.

Art. 7. - En vue de son classement dans le corps de fonctionnaires auquel il a accédé, l'agent est tenu de fournir à l'autorité administrative d'accueil tous les documents nécessaires à la reconstitution de sa carrière, conformément à l'article 6, délivrés et authentifiés par les autorités compétentes de l'Etat membre d'origine.

Lorsque ces documents ne sont pas rédigés en langue française, l'agent en produit une traduction certifiée par un traducteur agréé.

Art. 8. - Préalablement à toute décision de classement, la commission d'équivalence instituée par le décret du 2 mai 2002 susvisé est saisie pour avis par l'autorité administrative d'accueil. Elle se prononce sur :

a) La nature des missions de l'administration, de l'organisme ou de l'établissement de l'Etat membre d'origine, au sein duquel l'agent a servi, au regard des missions des administrations et des établissements publics dans lesquels les fonctionnaires civils mentionnés à l'article 2 de la loi du 13 juillet 1983 susvisée exercent leurs fonctions ;

b) La nature juridique de l'engagement mentionné à l'article 6 qui liait l'agent à son employeur dans l'Etat membre d'origine ;

c) Le niveau de la catégorie du corps, de l'emploi ou des fonctions exercées dans l'Etat membre d'origine au regard des modalités de classement dans le corps d'accueil de la fonction publique de l'Etat ;

d) La durée des services accomplis pris en compte.

Art. 9. - Le Premier ministre, le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de l'aménagement du territoire et le ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire sont responsables, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 24 octobre 2002.

JACQUES CHIRAC

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,
JEAN-PIERRE RAFFARIN

Le ministre de la fonction publique,
de la réforme de l'Etat
et de l'aménagement du territoire,
JEAN-PAUL DELEVOYE

Le ministre de l'économie,
des finances et de l'industrie,
FRANCIS MER

Le ministre délégué au budget
et à la réforme budgétaire,
ALAIN LAMBERT

Décret n° 2002-1295 du 24 octobre 2002 portant majoration à compter du 1^{er} décembre 2002 de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation

NOR : FPPX0200150D

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre, du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et du ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de l'aménagement du territoire,

Vu l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 modifiée portant loi organique relative au statut de la magistrature ;

Vu le code de la sécurité sociale, notamment le titre 1^{er} du livre V et le titre V du livre VII ;

Vu la loi n° 72-662 du 13 juillet 1972 modifiée portant statut général des militaires ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

Vu le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 modifié portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'Etat relevant du régime général des retraites ;

Vu le décret n° 82-1105 du 23 décembre 1982 modifié relatif aux indices de la fonction publique ;

Vu le décret n° 85-730 du 17 juillet 1985 relatif à la rémunération des fonctionnaires de l'Etat et des fonctionnaires des collectivités territoriales régis respectivement par les lois n° 84-16 du 11 janvier 1984 et n° 84-53 du 26 janvier 1984 ;

Vu le décret n° 85-1148 du 24 octobre 1985 modifié relatif à la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des personnels des établissements publics d'hospitalisation ;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète :

Art. 1^{er}. - Le décret du 24 octobre 1985 susvisé est modifié ainsi qu'il suit à compter du 1^{er} décembre 2002 :

I. - Les dispositions de l'article 3 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Art. 3. - La valeur annuelle du traitement et de la solde définis respectivement à l'article 20 de la loi du 13 juillet 1983 susvisée, à l'article 42 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 susvisée et à l'article 19 de la loi du 13 juillet 1972 susvisée, afférents à l'indice 100 majoré et soumis aux retenues pour pension, est fixée à 5 249,33 € à compter du 1^{er} décembre 2002. »

II. - Les dispositions de l'article 5 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Art. 5. - Les traitements et soldes annuels correspondant aux indices majorés figurent au barème B ci-annexé, applicable à compter du 1^{er} décembre 2002. »

III. - Le barème B annexé au décret du 24 octobre 1985 susvisé est remplacé, à compter du 1^{er} décembre 2002, par le barème B figurant en annexe du présent décret.

IV. - Les dispositions de l'article 6 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Art. 6. - Les traitements et soldes annuels correspondant à chacun des groupes hors échelle sont fixés comme suit à compter du 1^{er} décembre 2002 :

TRAITEMENTS ET SOLDES ANNUELS BRUTS (EN EUROS) soumis à retenue pour pension à compter du 1 ^{er} décembre 2002			
GROUPES	CHEVRONS		
	I	II	III
A.....	46 194,10	48 031,37	50 498,55
B.....	50 498,55	52 650,78	55 485,42

TRAITEMENTS ET SOLDES ANNUELS BRUTS (EN EUROS) soumis à retenue pour pension à compter du 1 ^{er} décembre 2002			
GROUPES	CHEVRONS		
	I	II	III
B bis.....	55 485,42	56 955,23	58 477,54
C.....	58 477,54	59 737,38	61 049,71
D.....	61 049,71	63 831,85	66 614,00
E.....	66 614,00	69 238,66	-
F.....	71 810,83	-	-
G.....	78 739,95	-	-

Art. 2. – Le Premier ministre, le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de l'aménagement du territoire et le ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire sont res-

ponsables, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 24 octobre 2002.

JACQUES CHIRAC

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,
JEAN-PIERRE RAFFARIN

*Le ministre de la fonction publique,
de la réforme de l'Etat
et de l'aménagement du territoire,*
JEAN-PAUL DELEVOYE

*Le ministre de l'économie,
des finances et de l'industrie,*
FRANCIS MER

*Le ministre délégué au budget
et à la réforme budgétaire,*
ALAIN LAMBERT

A N N E X E

BARÈME B

Traitements annuels bruts soumis à retenue pour pension à compter du 1^{er} décembre 2002

INDICES majorés	TRAITEMENTS annuels bruts soumis à retenue pour pension (en euros)	INDICES majorés	TRAITEMENTS annuels bruts soumis à retenue pour pension (en euros)	INDICES majorés	TRAITEMENTS annuels bruts soumis à retenue pour pension (en euros)
172	9 028,85	204	10 708,63	236	12 388,42
173	9 081,34	205	10 761,13	237	12 440,91
174	9 133,83	206	10 813,62	238	12 493,41
175	9 186,33	207	10 866,11	239	12 545,90
176	9 238,82	208	10 918,61	240	12 598,39
177	9 291,31	209	10 971,10	241	12 650,89
178	9 343,81	210	11 023,59	242	12 703,38
179	9 396,30	211	11 076,09	243	12 755,87
180	9 448,79	212	11 128,58	244	12 808,37
181	9 501,29	213	11 181,07	245	12 860,86
182	9 553,78	214	11 233,57	246	12 913,35
183	9 606,27	215	11 286,06	247	12 965,85
184	9 658,77	216	11 338,55	248	13 018,34
185	9 711,26	217	11 391,05	249	13 070,83
186	9 763,75	218	11 443,54	250	13 123,33
187	9 816,25	219	11 496,03	251	13 175,82
188	9 868,74	220	11 548,53	252	13 228,31
189	9 921,23	221	11 601,02	253	13 280,80
190	9 973,73	222	11 653,51	254	13 333,30
191	10 026,22	223	11 706,01	255	13 385,79
192	10 078,71	224	11 758,50	256	13 438,28
193	10 131,21	225	11 810,99	257	13 490,78
194	10 183,70	226	11 863,49	258	13 543,27
195	10 236,19	227	11 915,98	259	13 595,76
196	10 288,69	228	11 968,47	260	13 648,26
197	10 341,18	229	12 020,97	261	13 700,75
198	10 393,67	230	12 073,46	262	13 753,24
199	10 446,17	231	12 125,95	263	13 805,74
200	10 498,66	232	12 178,45	264	13 858,23
201	10 551,15	233	12 230,94	265	13 910,72
202	10 603,65	234	12 283,43	266	13 963,22
203	10 656,14	235	12 335,93	267	14 015,71

INDICES majorés	TRAITEMENTS annuels bruts soumis à retenue pour pension (en euros)	INDICES majorés	TRAITEMENTS annuels bruts soumis à retenue pour pension (en euros)	INDICES majorés	TRAITEMENTS annuels bruts soumis à retenue pour pension (en euros)
268	14 068,20	325	17 060,32	382	20 052,44
269	14 120,70	326	17 112,82	383	20 104,93
270	14 173,19	327	17 165,31	384	20 157,43
271	14 225,68	328	17 217,80	385	20 209,92
272	14 278,18	329	17 270,30	386	20 262,41
273	14 330,67	330	17 322,79	387	20 314,91
274	14 383,16	331	17 375,28	388	20 367,40
275	14 435,66	332	17 427,78	389	20 419,89
276	14 488,15	333	17 480,27	390	20 472,39
277	14 540,64	334	17 532,76	391	20 524,88
278	14 593,14	335	17 585,26	392	20 577,37
279	14 645,63	336	17 637,75	393	20 629,87
280	14 698,12	337	17 690,24	394	20 682,36
281	14 750,62	338	17 742,74	395	20 734,85
282	14 803,11	339	17 795,23	396	20 787,35
283	14 855,60	340	17 847,72	397	20 839,84
284	14 908,10	341	17 900,22	398	20 892,33
285	14 960,59	342	17 952,71	399	20 944,83
286	15 013,08	343	18 005,20	400	20 997,32
287	15 065,58	344	18 057,70	401	21 049,81
288	15 118,07	345	18 110,19	402	21 102,31
289	15 170,56	346	18 162,68	403	21 154,80
290	15 223,06	347	18 215,18	404	21 207,29
291	15 275,55	348	18 267,67	405	21 259,79
292	15 328,04	349	18 320,16	406	21 312,28
293	15 380,54	350	18 372,66	407	21 364,77
294	15 433,03	351	18 425,15	408	21 417,27
295	15 485,52	352	18 477,64	409	21 469,76
296	15 538,02	353	18 530,13	410	21 522,25
297	15 590,51	354	18 582,63	411	21 574,75
298	15 643,00	355	18 635,12	412	21 627,24
299	15 695,50	356	18 687,61	413	21 679,73
300	15 747,99	357	18 740,11	414	21 732,23
301	15 800,48	358	18 792,60	415	21 784,72
302	15 852,98	359	18 845,09	416	21 837,21
303	15 905,47	360	18 897,59	417	21 889,71
304	15 957,96	361	18 950,08	418	21 942,20
305	16 010,46	362	19 002,57	419	21 994,69
306	16 062,95	363	19 055,07	420	22 047,19
307	16 115,44	364	19 107,56	421	22 099,68
308	16 167,94	365	19 160,05	422	22 152,17
309	16 220,43	366	19 212,55	423	22 204,67
310	16 272,92	367	19 265,04	424	22 257,16
311	16 325,42	368	19 317,53	425	22 309,65
312	16 377,91	369	19 370,03	426	22 362,15
313	16 430,40	370	19 422,52	427	22 414,64
314	16 482,90	371	19 475,01	428	22 467,13
315	16 535,39	372	19 527,51	429	22 519,63
316	16 587,88	373	19 580,00	430	22 572,12
317	16 640,38	374	19 632,49	431	22 624,61
318	16 692,87	375	19 684,99	432	22 677,11
319	16 745,36	376	19 737,48	433	22 729,60
320	16 797,86	377	19 789,97	434	22 782,09
321	16 850,35	378	19 842,47	435	22 834,59
322	16 902,84	379	19 894,96	436	22 887,08
323	16 955,34	380	19 947,45	437	22 939,57
324	17 007,83	381	19 999,95	438	22 992,07

INDICES majorés	TRAITEMENTS annuels bruts soumis à retenue pour pension (en euros)	INDICES majorés	TRAITEMENTS annuels bruts soumis à retenue pour pension (en euros)	INDICES majorés	TRAITEMENTS annuels bruts soumis à retenue pour pension (en euros)
439	23 044,56	496	26 036,68	553	29 028,79
440	23 097,05	497	26 089,17	554	29 081,29
441	23 149,55	498	26 141,66	555	29 133,78
442	23 202,04	499	26 194,16	556	29 186,27
443	23 254,53	500	26 246,65	557	29 238,77
444	23 307,03	501	26 299,14	558	29 291,26
445	23 359,52	502	26 351,64	559	29 343,75
446	23 412,01	503	26 404,13	560	29 396,25
447	23 464,51	504	26 456,62	561	29 448,74
448	23 517,00	505	26 509,12	562	29 501,23
449	23 569,49	506	26 561,61	563	29 553,73
450	23 621,99	507	26 614,10	564	29 606,22
451	23 674,48	508	26 666,60	565	29 658,71
452	23 726,97	509	26 719,09	566	29 711,21
453	23 779,46	510	26 771,58	567	29 763,70
454	23 831,96	511	26 824,08	568	29 816,19
455	23 884,45	512	26 876,57	569	29 868,69
456	23 936,94	513	26 929,06	570	29 921,18
457	23 989,44	514	26 981,56	571	29 973,67
458	24 041,93	515	27 034,05	572	30 026,17
459	24 094,42	516	27 086,54	573	30 078,66
460	24 146,92	517	27 139,04	574	30 131,15
461	24 199,41	518	27 191,53	575	30 183,65
462	24 251,90	519	27 244,02	576	30 236,14
463	24 304,40	520	27 296,52	577	30 288,63
464	24 356,89	521	27 349,01	578	30 341,13
465	24 409,38	522	27 401,50	579	30 393,62
466	24 461,88	523	27 454,00	580	30 446,11
467	24 514,37	524	27 506,49	581	30 498,61
468	24 566,86	525	27 558,98	582	30 551,10
469	24 619,36	526	27 611,48	583	30 603,59
470	24 671,85	527	27 663,97	584	30 656,09
471	24 724,34	528	27 716,46	585	30 708,58
472	24 776,84	529	27 768,96	586	30 761,07
473	24 829,33	530	27 821,45	587	30 813,57
474	24 881,82	531	27 873,94	588	30 866,06
475	24 934,32	532	27 926,44	589	30 918,55
476	24 986,81	533	27 978,93	590	30 971,05
477	25 039,30	534	28 031,42	591	31 023,54
478	25 091,80	535	28 083,92	592	31 076,03
479	25 144,29	536	28 136,41	593	31 128,53
480	25 196,78	537	28 188,90	594	31 181,02
481	25 249,28	538	28 241,40	595	31 233,51
482	25 301,77	539	28 293,89	596	31 286,01
483	25 354,26	540	28 346,38	597	31 338,50
484	25 406,76	541	28 398,88	598	31 390,99
485	25 459,25	542	28 451,37	599	31 443,49
486	25 511,74	543	28 503,86	600	31 495,98
487	25 564,24	544	28 556,36	601	31 548,47
488	25 616,73	545	28 608,85	602	31 600,97
489	25 669,22	546	28 661,34	603	31 653,46
490	25 721,72	547	28 713,84	604	31 705,95
491	25 774,21	548	28 766,33	605	31 758,45
492	25 826,70	549	28 818,82	606	31 810,94
493	25 879,20	550	28 871,32	607	31 863,43
494	25 931,69	551	28 923,81	608	31 915,93
495	25 984,18	552	28 976,30	609	31 968,42

INDICES majorés	TRAITEMENTS annuels bruts soumis à retenue pour pension (en euros)	INDICES majorés	TRAITEMENTS annuels bruts soumis à retenue pour pension (en euros)	INDICES majorés	TRAITEMENTS annuels bruts soumis à retenue pour pension (en euros)
610	32 020,91	667	35 013,03	724	38 005,15
611	32 073,41	668	35 065,52	725	38 057,64
612	32 125,90	669	35 118,02	726	38 110,14
613	32 178,39	670	35 170,51	727	38 162,63
614	32 230,89	671	35 223,00	728	38 215,12
615	32 283,38	672	35 275,50	729	38 267,62
616	32 335,87	673	35 327,99	730	38 320,11
617	32 388,37	674	35 380,48	731	38 372,60
618	32 440,86	675	35 432,98	732	38 425,10
619	32 493,35	676	35 485,47	733	38 477,59
620	32 545,85	677	35 537,96	734	38 530,08
621	32 598,34	678	35 590,46	735	38 582,58
622	32 650,83	679	35 642,95	736	38 635,07
623	32 703,33	680	35 695,44	737	38 687,56
624	32 755,82	681	35 747,94	738	38 740,06
625	32 808,31	682	35 800,43	739	38 792,55
626	32 860,81	683	35 852,92	740	38 845,04
627	32 913,30	684	35 905,42	741	38 897,54
628	32 965,79	685	35 957,91	742	38 950,03
629	33 018,29	686	36 010,40	743	39 002,52
630	33 070,78	687	36 062,90	744	39 055,02
631	33 123,27	688	36 115,39	745	39 107,51
632	33 175,77	689	36 167,88	746	39 160,00
633	33 228,26	690	36 220,38	747	39 212,50
634	33 280,75	691	36 272,87	748	39 264,99
635	33 333,25	692	36 325,36	749	39 317,48
636	33 385,74	693	36 377,86	750	39 369,98
637	33 438,23	694	36 430,35	751	39 422,47
638	33 490,73	695	36 482,84	752	39 474,96
639	33 543,22	696	36 535,34	753	39 527,45
640	33 595,71	697	36 587,83	754	39 579,95
641	33 648,21	698	36 640,32	755	39 632,44
642	33 700,70	699	36 692,82	756	39 684,93
643	33 753,19	700	36 745,31	757	39 737,43
644	33 805,69	701	36 797,80	758	39 789,92
645	33 858,18	702	36 850,30	759	39 842,41
646	33 910,67	703	36 902,79	760	39 894,91
647	33 963,17	704	36 955,28	761	39 947,40
648	34 015,66	705	37 007,78	762	39 999,89
649	34 068,15	706	37 060,27	763	40 052,39
650	34 120,65	707	37 112,76	764	40 104,88
651	34 173,14	708	37 165,26	765	40 157,37
652	34 225,63	709	37 217,75	766	40 209,87
653	34 278,12	710	37 270,24	767	40 262,36
654	34 330,62	711	37 322,74	768	40 314,85
655	34 383,11	712	37 375,23	769	40 367,35
656	34 435,60	713	37 427,72	770	40 419,84
657	34 488,10	714	37 480,22	771	40 472,33
658	34 540,59	715	37 532,71	772	40 524,83
659	34 593,08	716	37 585,20	773	40 577,32
660	34 645,58	717	37 637,70	774	40 629,81
661	34 698,07	718	37 690,19	775	40 682,31
662	34 750,56	719	37 742,68	776	40 734,80
663	34 803,06	720	37 795,18	777	40 787,29
664	34 855,55	721	37 847,67	778	40 839,79
665	34 908,04	722	37 900,16	779	40 892,28
666	34 960,54	723	37 952,66	780	40 944,77

INDICES majorés	TRAITEMENTS annuels bruts soumis à retenue pour pension (en euros)	INDICES majorés	TRAITEMENTS annuels bruts soumis à retenue pour pension (en euros)	INDICES majorés	TRAITEMENTS annuels bruts soumis à retenue pour pension (en euros)
781	40 997,27	795	41 732,17	809	42 467,08
782	41 049,76	796	41 784,67	810	42 519,57
783	41 102,25	797	41 837,16	811	42 572,07
784	41 154,75	798	41 889,65	812	42 624,56
785	41 207,24	799	41 942,15	813	42 677,05
786	41 259,73	800	41 994,64	814	42 729,55
787	41 312,23	801	42 047,13	815	42 782,04
788	41 364,72	802	42 099,63	816	42 834,53
789	41 417,21	803	42 152,12	817	42 887,03
790	41 469,71	804	42 204,61	818	42 939,52
791	41 522,20	805	42 257,11	819	42 992,01
792	41 574,69	806	42 309,60	820	43 044,51
793	41 627,19	807	42 362,09		
794	41 679,68	808	42 414,59		

MESURES NOMINATIVES

PREMIER MINISTRE

Arrêtés du 18 octobre 2002 portant réintégration et affectation (administrateurs civils)

NOR : PRMG0270829A

Par arrêté du Premier ministre en date du 18 octobre 2002, M. Lombard (Alain), administrateur civil hors classe, en service détaché, rattaché pour sa gestion au ministère de la culture et de la communication, est, à compter du 9 mai 2002, réintégré dans le corps des administrateurs civils et affecté au ministère de la culture et de la communication.

NOR : PRMG0270830A

Par arrêté du Premier ministre en date du 18 octobre 2002, M. Meurisse (Jack), administrateur civil hors classe, en service détaché, rattaché pour sa gestion au ministère de la culture et de la communication, est, à compter du 14 août 2002, réintégré dans le corps des administrateurs civils et affecté au ministère de la culture et de la communication.

NOR : PRMG0270831A

Par arrêté du Premier ministre en date du 18 octobre 2002, M. Périsat (Frédéric), administrateur civil, en position de détachement, rattaché pour sa gestion au ministère de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales, est, à compter du 15 septembre 2002, réintégré dans le corps des administrateurs civils et affecté au ministère de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales.

NOR : PRMG0270832A

Par arrêté du Premier ministre en date du 18 octobre 2002, M. Champon (Michel), administrateur civil hors classe, en position de détachement, rattaché pour sa gestion au ministère de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales, est, à compter du 20 juin 2002, réintégré dans le corps des administrateurs civils et affecté au ministère de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales.

NOR : PRMG0270834A

Par arrêté du Premier ministre en date du 18 octobre 2002, M. Darmedru (Michel), administrateur civil hors classe, en service détaché, rattaché pour sa gestion au ministère de l'économie, des

finances et de l'industrie, est, à compter du 1^{er} juillet 2002, réintégré dans le corps des administrateurs civils et affecté au ministère de l'économie, des finances et de l'industrie.

NOR : PRMG0270835A

Par arrêté du Premier ministre en date du 18 octobre 2002, M. Bonduelle (Yves), administrateur civil hors classe, en service détaché, rattaché pour sa gestion au ministère de l'équipement, des transports, du logement, du tourisme et de la mer, est, à compter du 13 mai 2002, réintégré dans le corps des administrateurs civils et affecté au ministère de l'équipement, des transports, du logement, du tourisme et de la mer.

Arrêté du 18 octobre 2002 portant admission à la retraite (administrateurs civils)

NOR : PRMG0270836A

Par arrêté du Premier ministre en date du 18 octobre 2002, M. Portonnier (Jean-Claude), administrateur civil hors classe, affecté au ministère des affaires sociales, du travail et de la solidarité et au ministère de la santé, de la famille et des personnes handicapées, est admis à faire valoir ses droits à la retraite, par limite d'âge, à compter du 11 décembre 2002.

Arrêté du 21 octobre 2002 portant nomination à la Commission nationale pour l'élimination des mines anti-personnel (rectificatif)

NOR : PRMX0205999Z

Rectificatif au *Journal officiel* du 22 octobre 2002 :

Page 17491, 1^{re} colonne, 5^e ligne :

Au lieu de : « Mme Marie-Claire Beaudeau... », lire : « Mme Marie-Claude Beaudeau... » ;

Même page, 2^e colonne, 20^e ligne :

Au lieu de : « M. Maurice Klein... », lire : « M. Dominique Klein... ».